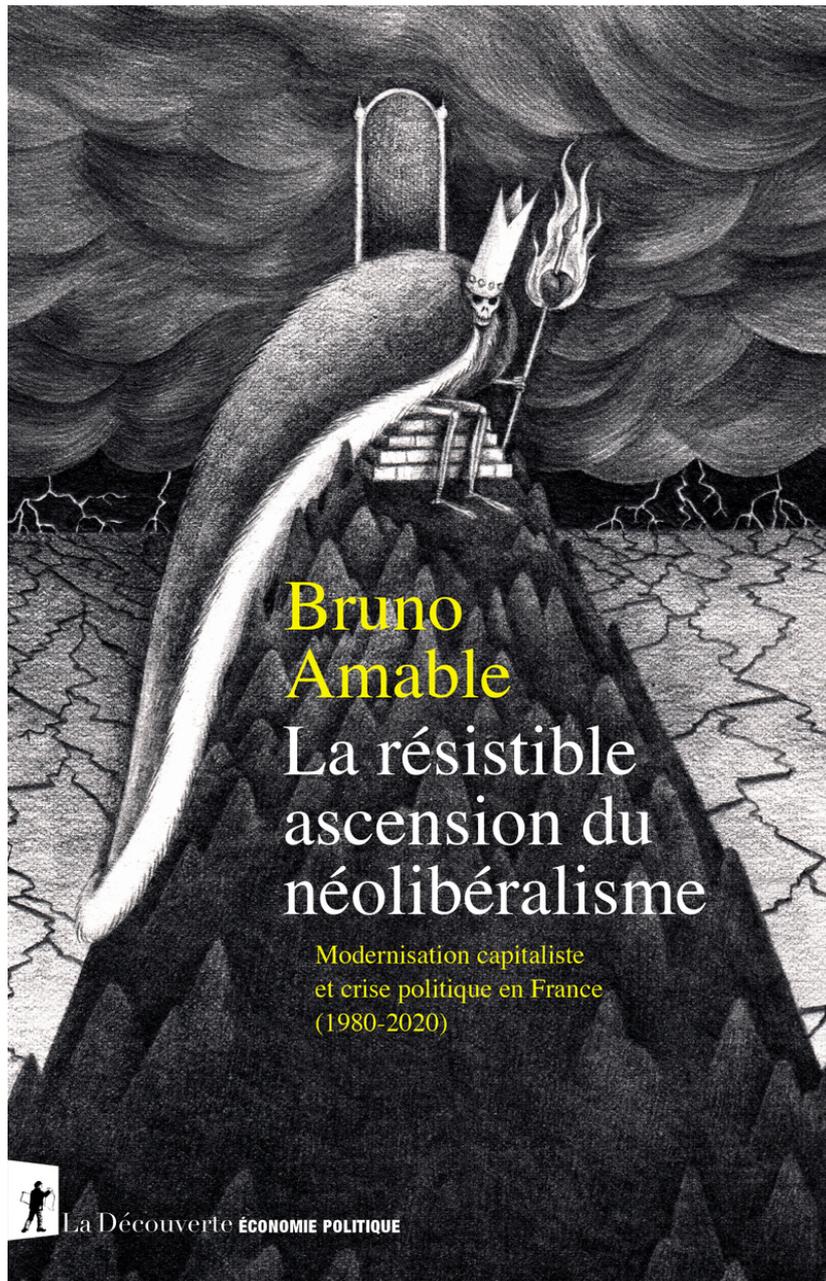


Nous publions ici un extrait du livre de Bruno Amable : La résistible ascension du néolibéralisme. Modernisation capitaliste et crise politique en France 1980-2020 (paru récemment aux éditions La Découverte).



La « gauche de gouvernement »

Du modernisme au néolibéralisme

Comme on l'a vu dans le précédent chapitre, l'idéologie moderniste influença, à des degrés divers, toutes les forces politiques après la Seconde Guerre mondiale, en particulier la gauche « non communiste ». Des efforts pour attirer la gauche, les syndicats et la gauche non communiste, furent aussi faits par les néolibéraux dans les années 1930, notamment avec la création par Louis Rougier et Louis Marlio du Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme (CIRL), après le colloque Lippmann de 1938. La France fut associée au néolibéralisme dès l'origine, et la recherche d'une alternative libérale au laisser-faire et au socialisme fut présente dans les différents programmes politiques de la gauche et de la droite pendant toute la période de l'après-guerre.

Comme une des grandes caractéristiques du néolibéralisme est l'opposition à l'économie planifiée et au socialisme en général, la partie de la gauche qui rejetait la planification centralisée et était opposée au Parti communiste développa des thèmes qui se rapprochèrent peu à peu des principaux piliers de la pensée néolibérale. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, la deuxième gauche[1], opposée au marxisme[2], et originellement favorable à l'autogestion ouvrière, reprit les thèmes modernistes les plus typiques, non seulement sur les sujets économiques (la poursuite de la croissance) mais aussi sur les questions sociales, exprimant une forte inclination pour le dialogue social (par opposition au conflit de classe) et préférant le contrat à la loi dans les relations de travail, etc.

Leur figure de proue était Michel Rocard, longtemps rival de François Mitterrand au sein du PS, plusieurs fois ministre pendant le premier septennat de ce dernier, et Premier ministre de 1988 à 1991. Rocard ne cessa de plaider pour un prétendu « réalisme » dans la définition de la politique économique. Sa position était dans une certaine mesure néolibérale : il refusait tout à la fois les idées archéo-libérales et socialistes (la planification centrale), et reprenait même la métaphore de la circulation automobile initialement employée par Louis Rougier à propos du néolibéralisme (*voir le chapitre précédent*) pour définir sa propre vision du « socialisme » : la responsabilité de l'État était de réguler les échanges et de définir un cadre pour la concurrence avec autant de soin que pour le trafic automobile[3]. En outre, selon Michel Rocard, le socialisme définissait une société concurrentielle : « Là où il n'y a plus de compétition, il n'y a plus de vie. La compétition est de l'ordre du biologique[4]. »

L'idéologie de la deuxième gauche était aussi présente dans certaines confédérations syndicales, en particulier à la Confédération française démocratique du travail (CFDT), qui était née d'une scission du syndicat catholique, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). Se distinguant déjà de la Confédération générale du travail (CGT), proche du Parti communiste, par une forte hostilité à la planification centralisée dans les années 1960 et 1970, la CFDT renforça son opposition à l'intervention de l'État dans les années 1980, parallèlement à une orientation croissante vers la représentation des intérêts des salariés en col blanc et des employés très qualifiés. Dans une évolution parallèle à celle du PS, la CFDT devint plus favorable à une politique économique de l'offre et à certains aspects du retrait de l'État social[5], et adopta, plus généralement, une attitude dite réformatrice » - par opposition à « conflictuelle » - dans la négociation collective, ce qui, jusqu'alors, était l'apanage de la troisième plus importante confédération syndicale, Force ouvrière (FO)[6].

Mais cette évolution ne se limitait pas à la deuxième gauche. Comme dans les écrits de Giscard d'Estaing, la nécessité de trouver une troisième voie entre la planification centralisée et l'étatisme absolu, d'un côté, et l'ultralibéralisme et le laisser-faire, de l'autre, fut exprimée à de nombreuses reprises dans les discours et les écrits des dirigeants du PS dans les années 1980[7]. Ainsi, le Premier ministre Laurent Fabius plagiait presque l'ancien président quand il déclarait, en 1984, qu'il n'existait pas deux, mais trois écoles de pensée : les deux extrêmes, le tout-État et l'ultralibéralisme, et une troisième voie équilibrée, celle de son gouvernement[8]. Jacques Delors, un éminent moderniste qui avait été membre du syndicat chrétien CFTC puis de son rejeton laïque la CFDT, avant de devenir le conseiller aux affaires sociales du Premier ministre (de droite) Chaban-Delmas à la fin des années 1960, puis ministre de l'Économie et des Finances des premiers gouvernements de gauche de la Ve République de 1981 à 1984, et enfin président de la Commission européenne de 1985 à 1995, plaidait lui aussi pour une « économie mixte », qui n'était ni un libéralisme à

tous crins ni une économie contrôlée par l'État[9]. Dominique Strauss-Kahn (2004), enfin, définirait plus tard son « socialisme de la production » comme un interventionnisme d'État mis au service du fonctionnement efficace de l'économie de marché, ce qui n'est pas une trop mauvaise définition du néolibéralisme.

Jacques Delors est certainement le personnage le plus emblématique de l'évolution de la gauche vers le néolibéralisme, en raison des fonctions qu'il occupa au gouvernement et plus tard à la Commission européenne. Ses idées en matière de politique économique furent révélées dans un livre publié en 1985[10], peu après qu'il eut quitté son poste de ministre des Finances et avant qu'il ne rejoigne la Commission européenne, à un moment où il pouvait dire ce qu'il pensait sans se « préoccuper des tactiques, des précautions, des impératifs d'opportunité » (p. 221). Contrairement à son image publique de social-démocrate et de modéré, son livre était une charge incroyablement violente contre les choix de politique économique privilégiés par la coalition de gauche à laquelle il appartenait.

Tout ce qui faisait une politique économique de gauche était dénoncé et tourné en ridicule comme une illusion pour les sots.

Le système de protection sociale, « lourd, rigide, démesuré » (p. 56), « affaiblissait » les sociétés modernes (p. 55). L'indemnisation du chômage n'était qu'une « puissante incitation à ne pas travailler » (p. 56). La cause des problèmes économiques était l'aversion au risque des Français, qui rêvaient d'une société débarrassée de toute insécurité (chômage, maladie, pauvreté, etc.) ; le risque lui-même était qualifié de moteur de la réussite (p. 69). Utilisant une rhétorique quasi friedmanienne et hayékienne, Alexandre et Delors condamnaient la substitution de la solidarité institutionnelle à la solidarité individuelle (p. 59), qui privait les individus de toute responsabilité et gonflait démesurément les dépenses publiques ; et la lourdeur des impôts et des cotisations sociales, qui nuisait à la compétitivité des entreprises. Mais cela ne pourrait pas continuer indéfiniment, disait Delors, et cette inflation de sécurité devait cesser (p. 57). Il fallait rompre avec le tabou de la protection sociale universelle (p. 61) et envisager des prestations sous conditions de revenu. Des réalités « aussi souveraines et immuables que les étoiles dans la nuit », le marché, l'entreprise, la concurrence internationale étaient là pour ramener les Français à la raison. Nul ne pouvait échapper aux lois de la concurrence (p. 69) et chacun devait d'urgence se convertir à l'esprit de marché (p. 123). À en croire Alexandre et Delors (1985), le pays avait besoin d'une transformation des esprits, d'une réhabilitation du marché, de l'entreprise, du profit et des patrons, afin de libérer l'économie de réglementations et d'impôts trop pesants (p. 122).

Les deux auteurs faisaient de l'entreprise et du profit les éléments centraux de la politique économique. Et la crise économique avait, à cet égard, des conséquences heureuses : l'entreprise était enfin reconnue comme le moteur de la marche forcée vers le futur (p. 34) et même les socialistes étaient amenés à célébrer le profit. Par ailleurs, depuis la crise de 1973, l'État était trop intervenu et de façon désordonnée (p. 89). Le poids de la réglementation empêchait les entreprises de faire face aux défis du fonctionnement du marché, dont les lois étaient assimilées aux lois de la nature (p. 94). La tâche était redoutable, car même le président Ronald Reagan, aux États-Unis, avait des difficultés à lancer une déréglementation jugée indispensable (p. 90). Le secret de la compétitivité était dans le dynamisme et l'innovation de l'Italie[11], où les entrepreneurs ne craignaient pas de « prendre des libertés avec la réglementation » (p. 81), et qu'il fallait imiter. La réglementation du travail devait aussi être allégée, et la flexibilité était célébrée tant que l'on conservait « les droits sociaux fondamentaux » (p. 132).

Sans surprise, le livre défendait avec vigueur le tournant de 1983. La relance de 1981, une concession faite aux « folles espérances » (p. 84) de la base sociale de gauche, était qualifiée d'absurdité économique mais de nécessité politique (p. 72). Il n'y avait cependant pas d'alternative à la rigueur (p. 75). Alexandre et Delors s'enorgueillissaient du fait que les profits étaient repartis à la hausse (p. 48) et que le capital était désormais moins taxé que le travail (p. 80), sans oublier de saluer le développement des marchés financiers qui avaient rendu les riches encore plus riches (p. 118), une étape nécessaire pour rétablir l'initiative privée (p. 119). D'ailleurs, ajoutaient-ils, une société progressait aussi par les inégalités (p. 64). Bien sûr, cette politique avait déçu l'électorat de gauche, en partie à cause de la faiblesse des syndicats (p. 134), mais surtout parce que les faux espoirs étaient trop répandus dans cet électorat. « L'histoire dira qui, des utopistes d'avant 1981 ou des réalistes de 1982 et 1983, est responsable de cette soudaine crise de confiance de la gauche » (p. 84). Et de fait, l'histoire l'a dit.

Mais la solution politique supposait de ne pas rester dans les limites fixées par la coalition de gauche. Alexandre et Delors (1985) regrettaient en effet la séparation de la société en deux blocs qui s'affrontaient l'un l'autre, et déploraient les « guerres civiles » et le « vide centriste ». Le problème était d'autant plus grave que les gouvernements de gauche et de droite restaient sous l'influence honteuse des « extrêmes », à savoir les communistes et les « populistes » (p. 33). La solution proposée était de réunir les « sages de tous les camps » (p. 28), qui gouverneraient tour à tour, unissant toutes les classes de la société dans un effort commun. Il fallait rechercher un « compromis historique » (p. 212). Hélas, déploraient les auteurs, ce compromis économique n'avait pas trouvé sa contrepartie sociale et politique (p. 34). À peu près à la même époque (1982), un *think tank* était créé pour « développer l'analyse du monde contemporain » et « ouvrir un nouvel espace pour la pensée réformatrice » : la Fondation Saint-Simon. Il s'agissait de rapprocher la « gauche intelligente » et la « droite intelligente » [12]. La fondation rassemblait des hauts fonctionnaires, des dirigeants du secteur privé, des intellectuels (Pierre Rosanvallon [13], François Furet), des journalistes et des éditorialistes, c'est-à-dire des gens qui partageaient le même « ethos moderniste et réformateur [14] ». L'objectif était de rompre avec le prétendu « archaïsme » de la gauche, symbolisé par le *Programme commun* et la foi dans les nationalisations, et d'ouvrir de nouveaux espaces pour la pensée réformatrice. La Fondation Saint-Simon organisait des conférences et des séminaires, et publiait de nombreux textes et documents de travail pour promouvoir une vision libérale de la société qui associait la démocratie politique et l'économie de marché. Elle cessa ses activités en 1999, après avoir accompli sa mission, si l'on en croit Pierre Rosanvallon.

La recherche d'une nouvelle base sociale

La recherche d'un nouveau compromis, qui avait commencé en 1983 au moins, peut être considérée comme la principale source des difficultés électorales du PS, mais aussi comme une solution possible à ces mêmes difficultés. Estimant que l'alliance corporatiste (fordiste) entre les salariés et une partie du capital n'était plus soutenable, la partie dominante de la gauche de gouvernement – l'aile droite du PS – défendait la transition vers une nouvelle alliance, soutenue par une base sociale différente de celle de l'alliance politique de la gauche traditionnelle. La recherche d'une nouvelle base sociale est indissociable de celle d'un nouveau modèle économique pour la France ; ce modèle ne pouvait pas être celui que

le *Programme commun* ou les *110 Propositions* promettait de bâtir, mais reposerait sur l'investissement axé sur le profit et la compétitivité par la « modération salariale », deux thèmes modernistes traditionnels du point de vue néolibéral.

Ce choix stratégique d'une nouvelle base sociale eut trois conséquences.

La première fut que le gouvernement dirigé par le PS essaya de construire une alliance avec les employeurs, malgré l'améfiance initiale de ceux-ci. Les tentatives commencèrent très tôt, quand Mitterrand déclara, en décembre 1981, après la vague de nationalisations, que le secteur privé ne devait pas être considéré comme un adversaire de l'État, mais comme un partenaire de sa stratégie industrielle[15]. La tendance générale fut bientôt de donner plus de responsabilité aux entreprises privées. Au préalable, une réunion secrète avait été organisée entre François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français (CNPF), et Jacques Delors, le 28 mai 1981, moins de trois semaines après l'élection de François Mitterrand et à la veille des législatives de juin[16]. Delors déclara à Ceyrac qu'il entendait suivre les traces de Barre et défendre l'ancrage nominal du franc aux autres monnaies européennes, bien qu'il ne pût pas décider seul et qu'il ne fût pas certain d'obtenir le soutien du PS[17]. Comme nous l'avons vu, cette orientation politique, qui fut définitivement adoptée dix-huit mois plus tard avec le tournant de la rigueur, n'était rien de moins que l'acte de décès de la politique économique de gauche.

Le patronat et son principal syndicat, le CNPF, dirigé par le successeur de François Ceyrac, Yvon Gattaz[18], choisit une stratégie de pression et de lobbying plutôt qu'une opposition permanente au nouveau gouvernement de gauche. Gattaz essaya de convaincre le Premier ministre Pierre Mauroy que la réduction du chômage viendrait d'une croissance plus forte, grâce à la restauration de la compétitivité à l'exportation. Celle-ci viendrait à son tour des investissements, qui n'étaient possibles que si la rentabilité était restaurée. Sa demande fut satisfaite. Gattaz continua de faire pression pour obtenir une baisse des cotisations sociales et des coûts du travail, et Delors déclara en 1982 que les impôts et les cotisations des entreprises devaient cesser d'augmenter[19]. Les cotisations sociales des employeurs furent supprimées, moyennant des créations nettes d'emplois dans deux zones industrielles qui avaient beaucoup souffert de la restructuration de la sidérurgie (1984), Longwy et Pompey. Gattaz vit dans cette décision la preuve que sa stratégie, qui insistait sur l'effet supposé néfaste des cotisations sociales sur l'emploi, était la bonne. Concrètement, la baisse des cotisations sociales sur les bas salaires pour réduire les coûts du travail, et accroître l'emploi devint l'option de politique économique inévitable à partir des années 1990.

La stratégie de Gattaz comportait deux volets[20] : défensif sur les questions quantitatives (impôts et cotisations), puis offensif sur la réglementation. Le CNPF lança ensuite la bataille pour la flexibilité du marché du travail : extension de la possibilité de recours au contrat à durée déterminée, flexibilité des horaires de travail, diminution des coûts du licenciement, relèvement du seuil à partir duquel les employés doivent être représentés dans un comité d'entreprise. Gattaz proposa la création d'un contrat de travail « flexible », assorti de cotisations sociales réduites, qui ne serait pas pris en compte dans la détermination des obligations sociales et fiscales définies en fonction du nombre de salariés, et pour lequel l'autorisation administrative de licenciement ne serait pas nécessaire. Il promettait que ce nouveau contrat créerait ou sauverait 500 000 emplois[21]. La négociation avec les syndicats sur le sujet plus large de la « flexibilité » échoua en 1984[22], conduisant le CNPF à attendre ce qui s'annonçait comme une victoire presque certaine de la droite aux élections législatives de 1986.

La deuxième conséquence fut d'ordre politique. L'orientation de la politique économique du côté de l'offre et des employeurs contre - disait les attentes de la base sociale de la gauche. Or ces attentes ne pouvaient pas être totalement négligées, au risque de casser le bloc social de gauche, ce qui faisait peser une contrainte sur la définition de la politique économique et créait des tensions dans une gauche politique en quête de médiation entre des attentes diverses. Jugeant ces tensions insurmontables, Jacques Delors refusa de se présenter à l'élection présidentielle de 1995, notamment parce qu'il n'avait aucun espoir de trouver la majorité politique nécessaire pour soutenir la politique économique qu'il voulait mettre en œuvre : les « réformes nécessaires » à la « modernisation » de l'économie française et l'approfondissement de l'intégration européenne. Une coalition de gauche supposait au moins le soutien passif du PCF, un parti avec lequel Jacques Delors, dans un esprit « mendésiste », ne voulait faire aucun compromis. Les partis du centre étaient depuis longtemps alliés avec la droite et trop faibles pour changer de camp. Par ailleurs, une partie non négligeable du PS n'était toujours pas prête à abandonner l'alliance électorale avec le PCF.

Mais la conséquence la plus importante était que le nouveau choix de politique économique impliquait, dans la durée, un changement de la base sociale de la « gauche de gouvernement ». En 1999, le Premier ministre socialiste Lionel Jospin évoqua la possibilité de trouver une « alliance nouvelle » plutôt vague entre la classe ouvrière, la classe moyenne et les « outsiders » [23]. De façon plus réaliste, les classes moyennes constituaient le cœur de l'électorat du PS, et une nouvelle définition de la base sociale supposait à la fois de se reposer sur la partie de la base sociale de gauche la moins menacée par les réformes structurelles et l'orientation de la politique macroéconomique du côté de l'offre, et d'agréger les éléments de l'électorat de droite prêts à soutenir ces politiques. Cette ébauche de nouveau bloc social, dont les éléments centraux étaient les classes moyennes et supérieures qualifiées, et dont la caractéristique principale était l'exclusion des classes ouvrières, fut baptisée le « bloc bourgeois » par Amable *et al.* (2012 a, b) et par Amable et Palombarini (2014, 2018).

*

Illustration : « Noir et Violet », Vassily Kandinsky, 1923.

Notes

[1] Rocard et la deuxième gauche représentaient 20,4 % des adhérents du PS en 1979, mais Mauroy, qui partageait la même doctrine économique, obtint 13,6 %. Ainsi, même en 1979, un tiers du PS au moins était loin d'être hostile aux mécanismes du marché.

[2] Une des références constantes de la deuxième gauche et, plus généralement, de la gauche non marxiste était les pays nordiques, admirés pour leurs succès économiques et sociaux, dus, dans l'interprétation qu'en faisait la gauche libérale, au fait que les partis sociaux-démocrates de ces pays avaient prétendument renoncé au marxisme et à la lutte des classes dès la fin du XIX^e siècle.

[3] Garnier et Janover (1986).

[4] *Libération*, 25 mai 1985, cité dans Garnier et Janover (1986), p. 41.

[5] La CFDT soutint les réformes des retraites de 1995 et de 2003 mises en œuvre par les gouvernements de droite et qui allongeaient la période de cotisation nécessaire à l'obtention d'une retraite pleine.

[6] Force ouvrière (FO, ou CGT-FO) est née lors de la scission de la CGT en 1948 et en regroupa la partie anticommuniste. FO bénéficia pendant ses premières années d'existence d'une aide financière de la CIA. Celle-ci avait un intérêt évident à voir se développer un rival non communiste à la CGT.

[7] Cette tendance a continué jusqu'à récemment. En 2012, Pierre Moscovici, alors ministre des Finances du gouvernement Ayrault, présentait son inspiration comme issue de tous ceux qui défendaient un libéralisme économique tempéré contre un capitalisme débridé (discours de Pierre Moscovici, Paris, le 22 novembre 2012).

[8] Garnier et Janover (1986), p. 45. On se souvient aussi que Laurent Fabius avait utilisé le même genre d'argument contre nul autre que Michel Rocard au congrès du PS de 1979 : « Entre le plan et le marché, Michel Rocard, il y a nous, le socialisme à la française. »

[9] Alexandre et Delors (1985).

[10] *Ibid.*

[11] Aussi surprenant que cela puisse paraître à un lecteur des années 2020, au début des années 1980, l'Italie était considérée comme un modèle de réussite économique.

[12] Cusset (2006), p. 70.

[13] Pierre Rosanvallon fut un des théoriciens de la deuxième gauche et de la CFDT. Cusset (2006, p. 72) jugeait son influence intellectuelle considérable ; il joua un rôle important dans le tournant libéral pris par le journal *Libération* au début des années 1980.

[14] Pierre Rosanvallon, « La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie », *Le Monde*, 23 juin 1999.

[15] Discours de François Mitterrand, pour le centenaire de l'École des hautes études commerciales (HEC), Palais des congrès, Paris, 8 décembre 1981.

[16] Interview de François Ceyrac, in Collombat et Servenay (2014), p. 208.

[17] François Morin rapporte dans son ouvrage *Quand la gauche essayait encore* (2020) qu'au moment des discussions sur l'étendue des nationalisations du secteur bancaire au sein du nouveau pouvoir élu en 1981, Jacques Delors avait reçu les principaux banquiers pour les rassurer et leur expliquer que les nationalisations « seraient tout à fait limitées et qu'il en faisait son affaire » (p. 92).

[18] Yvon Gattaz fut élu président du CNPF en décembre 1981.

[19] Weber (1986), p. 334.

[20] *Ibid.*, p. 356-357.

[21] Ce chiffre fut rapidement ramené à 400 000 par Gattaz.

[22] Mais le gouvernement Fabius adopta une loi qui étendait la possibilité d'avoir recours aux agences d'intérim et qui introduisait des contrats à durée déterminée plus longs (deux ans) dans certains cas.

[23] Rey (2004).